

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Quelques remarques sur la « synthèse »...

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 23 novembre 2005

Démocratie & Socialisme

Il était important, nous disent les camarades de NPS, partisans de la synthèse, de montrer l'unité du Parti Socialiste à 2 ans de l'élection présidentielle.

Cette façon de poser le problème de la synthèse ne paraît pas satisfaisante pour, au moins, 3 raisons.

1- D'abord parce qu'en agissant ainsi, nous nous sommes laissés dicter notre conduite par les médias qui ironisaient sur le manque d' « unité » du PS. Il est vrai que pour la plupart d'entre eux, les débats de fond autour des motions ne pouvaient, que s'apparenter à des querelles de personnes, à des chicaneries sans contenu politique. En cédant à la pression des médias, en approuvant, au nom de l' « unité », une synthèse qui fait l'impasse sur le 21 avril, le 29 mai et sur l'essentiel de ce qui faisait la force de la motion de NPS, nous avons accepté de nous situer sur leur terrain. C'est extrêmement dangereux pour l'avenir et pour 2007 en particulier car nous savons quel sera alors le terrain des médias : la sécurité. Nous savons également que si nous nous laissons entraîner sur ce terrain, nous sommes morts. Que la gauche de notre parti ait aussi facilement cédé à cette pression des médias est donc extrêmement alarmant. En 2007, la pression des médias pour nous entraîner sur le terrain de la « sécurité » sera, autrement plus forte que celle d'aujourd'hui pour nous contraindre à nous situer sur le terrain de l' « unité » du parti. Et nous savons que nous ne pouvons pas compter sur Hollande et ses proches pour résister à cette pression : leur attitude face à l'état d'urgence dans les banlieues vient, hélas, d'en apporter une nouvelle fois la preuve.

2- Ensuite, parce que le message que nous avons envoyé est très mal reçu. D'abord (mais qui cela peut-il étonner ?) par les médias eux-mêmes. Après nous avoir contraint à nous situer sur leur terrain, la plupart des médias trouvent dans notre acceptation de l' « unité » un nouvel angle d'attaque contre notre parti et particulièrement contre NPS. Certains proclament la « Victoire de Hollande ». D'autres parlent de « prothèse-synthèse ». D'autres, enfin, proclament « tout ça pour ça » et justifient leur vision d'un Parti Socialiste où les débats d'idées ne seraient que des débats en trompe-l'œil derrière lesquels se cachent uniquement des ambitions présidentielles ou d'appareils. Mais ce n'est pas encore le plus grave. Le plus grave, c'est la façon dont les salariés les plus conscients (ceux qui s'intéressent à la politique, ceux à qui ont ne fait pas prendre des vessies pour des lanternes, ceux qui ont assumé de bout en bout le débat sur la constitution européenne, ceux qui structurent l'opinion des autres salariés) ont perçu le message : ils en ont conclu que NPS, en signant la synthèse avec Hollande, avait renoncé - dans les faits - à ce que le Parti Socialiste tirent les leçons du 21 avril et du 29 mai. A un moment où le mouvement social doit faire face aux agressions du gouvernement le plus à droite depuis Pétain, l'envoi d'un tel message est, en pesant les termes, particulièrement inopportun.

3- Enfin, parce que nous savons tous que c'est reculer pour mieux sauter, que la synthèse est un emplâtre sur une jambe de bois et que les querelles les plus dures (celles qui opposent les candidats socialistes à la présidentielles) vont maintenant s'étaler au grand jour.

En second lieu, il me paraît important de tirer les leçons de la conception de la démocratie qui a présidé aux déroulements des réunions de NPS pendant le congrès du Mans.

La motion présentée au vote des militants par NPS insiste (à juste titre) sur les vertus de la démocratie participative, cette démocratie qui fait que les représentants élus ont des comptes à rendre à leurs mandants.

Mais force est de constater que si cette « démocratie participative » occupait une certaine place dans la motion 5, elle n'en avait plus aucune dans la pratique de NPS.

Quelques remarques sur la « synthèse »...

Dans la pratique, contrairement à ce que préconisait sa propre motion, les délégués NPS au congrès du Mans ont dû se limiter à une forme de démocratie dite « représentative » et à une conception particulièrement étroite de ce type de démocratie puisque les délégués NPS n'ont même pas pu décider de la composition de leur délégation à la commission des résolutions (là où se discutaient les amendements et se décidaient la synthèse) !

Le leitmotiv des réunions de NPS lors du congrès du Mans était « la confiance ». Il fallait « faire confiance à nos représentants », « faire confiance à notre délégation à la commission des résolutions » !

Mais comment pouvait-on faire confiance à des représentants qui affirmaient une chose et son contraire ? Des dirigeants qui affirmaient d'emblée que nous ne ferions une synthèse que si nous faisons significativement, sur le fond politique, reculer la direction Hollande mais, dont, un peu plus tard, l'un des membres les plus éminents affirmait qu'ils ne connaissaient même pas le contenu des amendements et que ce contenu n'avait pas d'importance, l'essentiel étant la synthèse.

Comment faire confiance à une délégation qui affirmait à dix reprises vouloir défendre « l'ordre public salarial » alors que cette notion n'a aucun sens, et que ce qui est à défendre est « l'ordre public social » ? Comment faire confiance à une délégation qui affirmait vouloir défendre le principe d'un « tarif douanier européen » alors que ce principe est déjà dans tous les traités européens depuis le traité de Rome et que le problème est celui des modalités de la mise en œuvre de ce principe ? Comment faire confiance à une délégation qui faisait preuve d'autant de légèreté, d'aussi peu de motivation dans la défense de nos amendements et qui accepte sur les licenciements un mot aussi flou que celui de « dissuader » les entreprises qui font des licenciements de caractère financier... ?

Comment faire confiance à une délégation qui ne n'avait même pas mis par écrit et distribué aux délégués de notre motion les amendements qu'ils proposaient afin de permettre un débat de fond et donc un véritable débat démocratique entre les délégués élus de NPS ?

Comment, enfin, faire confiance à une délégation à la commission des résolutions dont la composition (nous l'avons vu) n'avait même pas été soumise aux votes des délégués et dont avait été exclu, au dernier moment, sans que les délégués aient pu donner leur avis, le rédacteur des amendements sur la question sociale pour la bonne et simple raison qu'il n'y avait aucun doute sur le fait qu'il défendrait pied à pied chacun de ces amendements ?

L'ordre du jour du congrès de notre parti était un ordre du jour marqué par l'emprise de cette Vème république que la motion 5 ne se privait pas de dénoncer. Les candidats au poste de Premier secrétaire devaient, en effet, le faire à titre personnel, sans subir la pression des courants, tout comme la Constitution de la Vème République fait de la candidature à la présidence de la République un choix individuel, indépendant des partis politiques ! C'est ce qui justifiait que les candidats au poste de Premier secrétaire aient à se déclarer avant même la réunion de la Commission des résolutions et donc avant de même savoir si nous parviendrons ou non à une synthèse. Pourquoi les délégués de NPS au congrès du Mans n'ont-ils pas pu avoir de discussion sur la possibilité pour NPS de déposer une candidature en précisant que nous la retirerions si nous parvenions à une synthèse ? Là encore, les délégués de la motion ont été dépossédés de toute possibilité non seulement de décider mais tout simplement de peser sur un choix aussi déterminant pour notre courant.

Pourquoi, enfin, la délégation NPS n'a-t-elle pas affirmé lors de la commission des résolutions qu'elle ne signerait la synthèse qu'après avoir obtenu la ratification de ce choix par le vote des délégués de sa motion ? Certes, cela aurait été une innovation de taille dans les pratiques. Mais cela aurait permis de mettre en pratique cette démocratie participative que nous préconisons dans notre motion. Et surtout, une telle attitude aurait fait avancer la démocratie dans notre parti avec une toute autre efficacité que l'obtention d'un « Secrétariat à la rénovation du Parti » dont on sait très bien qu'il sera l'alibi idéal pour ne rien rénover.

Quelques remarques sur la « synthèse »...

Un pas concret dans le sens de la rénovation ne valait-il pas mieux que 10 secrétariats à la rénovation ?

Jean-Jacques Chavigné, D&S, le 21 novembre 2005